

Arguments pour la Charte sociale

• Indivisibilité des droits humains

La Suisse a ratifié en 1974 déjà la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), qui protège les droits civils et politiques. Le recours possible à Strasbourg, à la Cour européenne des droits de l'homme, fait aujourd'hui partie de la conception suisse du droit et de la justice, si aucune des possibilités de recours au niveau suisse n'a eu de succès. Avec la ratification de la Charte sociale, notre pays serait conséquent et considérerait de manière identique les droits économiques, sociaux et culturels. Cela permettrait de respecter un principe international incontesté, celui de l'indivisibilité des droits humains, car ces droits doivent tous être respectés, ensemble, pour qu'une existence humaine digne soit garantie. Ce traitement identique est également demandé depuis 1989 par le Conseil de l'Europe pour toute nouvelle adhésion, dans le sens que le pays candidat doit ratifier la CEDH et la Charte s'il souhaite adhérer.

A une échelle plus globale, la Suisse a ratifié les deux paquets de droits de l'homme de l'ONU, c.-à-d. qu'elle a reconnu que les droits civils et les droits sociaux étaient de valeur équivalente, mais cela n'a pas été fait à l'échelon européen.

• Quels sont les droits contenus dans la Charte sociale?

Concrètement, la Charte sociale protège p.ex. le droit pour tout enfant à bénéficier d'une scolarité de base gratuite; il y a également l'interdiction du travail des enfants de moins de 15 ans; le droit des enfants et des jeunes à être protégés face à des abus; le droit des travailleuses à bénéficier d'une protection en cas de maternité; le droit à l'orientation professionnelle; le droit à l'assistance et à une aide médicale de base, lorsque les moyens financiers font défaut; le droit au logement; le droit pour les travailleurs à bénéficier d'une formation au niveau syndical; le droit pour les personnes âgées ou handicapées à une autonomie aussi grande que possible et à participer à la vie de la communauté; l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe, la race, la nationalité, la santé, la couleur de la peau, l'origine sociale ou l'idéologie.

• Le système de défense des droits humains du CE est le plus efficace au monde

Le Conseil de l'Europe (CE) dispose du système de défense des droits de l'homme le plus développé de la planète. Il est plus efficace que celui de l'ONU, et subit moins la pression de jeux politiques. Les rapports remis par les pays ne restent pas dans des tiroirs durant des années, mais sont examinés dans l'année. Plus de 90 % des décisions de la Cour européenne de Strasbourg sont effectivement mises en œuvre. En adhérant à la Charte, la Suisse déclare être prête à ce que ses lois et leur mise en œuvre soient contrôlées par un organe indépendant, international, constitué de spécialistes (Comité des droits sociaux). A cet effet, elle doit rédiger des rapports officiels à intervalles réguliers.

• Meilleure protection pour les enfants, les jeunes, les mamans, les pauvres, les personnes handicapées/âgées

La ratification donnerait aux groupes vulnérables la possibilité d'exprimer des critiques sur les rapports officiels. Cela peut se faire via les ONG (comme p.ex. Amnesty International, Caritas, les organisations de personnes handicapées, l'Association des professionnels du travail social, etc.) ou via les syndicats. Les spécialistes compétents examinent ensuite les arguments des différentes parties. Si le Comité des droits sociaux devait constater que les dispositions de la Charte ne sont pas respectées par la Suisse, notre pays serait officiellement prié d'y remédier. De cette façon, des violations des droits humains peuvent être rendues publiques par le biais des médias, avec le soutien juridique et moral du Conseil de l'Europe, et cela peut permettre d'empêcher de telles violations. La dignité humaine est ainsi mieux protégée en tant que valeur centrale. Les standards acquis peuvent être défendus plus efficacement.

Dans un contexte de crise financière et économique, le danger est grand de voir certains acquis mis à mal.

• **Expertise juridique: la ratification est juridiquement possible**

Pour la Charte sociale, un pays n'est pas obligé de déclarer de force obligatoire l'ensemble des 31 articles. Un choix peut être fait, en respectant certains critères. Il est ainsi possible de prendre en considération des spécificités nationales. En 2008, AvenirSocial a commandé une expertise scientifique au Prof. Dr Kurt Pärli et au Dr Edgar Imhof, juristes. La question était la suivante: La Suisse remplit-elle aujourd'hui déjà, du point de vue de sa législation, les conditions minimales pour une ratification de la Charte sociale révisée?

L'expertise arrive aux conclusions suivantes:

- a) Le droit suisse respecte 13 articles ne faisant pas partie du noyau dur. 10 articles au minimum doivent être respectés.
- b) Parmi les neuf articles du noyau dur, la Suisse a la possibilité d'en reconnaître six, ce qui est le minimum. Quatre articles sont respectés aujourd'hui déjà (articles 5, 6, 16 et 20).
Pour l'article 1 (droit au travail) et l'article 13 (droit à l'assistance sociale), un seul paragraphe sur quatre n'est pas complètement respecté dans les deux cas (dans le droit du travail, il manque une disposition contre la discrimination; dans le cas de l'aide sociale, il manque une disposition prévoyant une égalité de traitement entre Suisses et étrangers légalement établis et intégrés depuis longtemps). L'une des conclusions essentielles de l'expertise, c'est que, si l'on considère ces deux paragraphes, la Suisse s'est déjà engagée à respecter le contenu de ces paragraphes du fait de l'acceptation d'autres conventions relatives aux droits de l'homme (conventions de l'ONU et de l'OIT), mais cela n'a pas encore été concrétisé dans les faits.
- c) La Confédération a donc la possibilité de reconnaître aujourd'hui déjà les conditions minimales de la Charte, sans devoir se soumettre à de nouvelles obligations internationales.

• **Ratification possible du point de vue de la politique intérieure – sans coûts supplémentaires**

Du côté de la politique intérieure, il n'y aurait ni obligations nouvelles ni coûts supplémentaires. Les chances qu'un projet obtienne une majorité au Parlement sont à notre avis clairement meilleures que par le passé, si on choisit une telle variante minimale de ratification. Les acquis sociaux seraient ainsi mieux garantis, mais il n'y aurait pas d'obligation de les étendre. L'argument principal que les opposants ont avancé par le passé (celui des coûts sociaux qui pourraient enfler) n'est donc plus recevable.

• **Une certaine adhésion à l'idée d'intégration – mais sans faire de concessions**

La ratification serait dans la ligne d'une politique pragmatique en matière d'intégration européenne. L'Europe constitue un marché important. Mais l'Europe, c'est également une culture commune et une communauté de valeurs. En ratifiant la Charte révisée, la Suisse reconnaîtrait ce «contrat» européen, qui représente le résultat d'un consensus de toutes les forces politiques et sociales d'Europe. Ce signal positif de politique extérieure peut être donné sans que la Suisse n'ait besoin de faire la moindre concession.

• **Une motion au Parlement est prévue**

Pour relancer le processus politique qui avait été interrompu, il faut déposer une motion, simultanément au Conseil national et au Conseil des Etats. La motion demandera au Conseil fédéral qu'il prépare un projet de ratification. Le moment nous semble idéal, puisque la Suisse assumera dès novembre 2009 la Présidence du Conseil de l'Europe, que l'année 2009 a été déclarée année de l'apprentissage des droits de l'homme par l'ONU et que le Conseil de l'Europe fêtera cette année son 60^e anniversaire. A cette occasion, la Suisse a la possibilité et le devoir de donner un signal positif clair.

Protéger la dignité humaine!

Ratifier la Charte sociale!